

Zeitschrift: Energieia : Newsletter de l'Office fédéral de l'énergie
Herausgeber: Office fédéral de l'énergie
Band: - (2005)
Heft: 1

Artikel: "Les conventions d'objectifs passées avec l'économie donnent d'excellents résultats" : Interview
Autor: Steinmann, Walter
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-641602>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«Les conventions d'objectifs passées avec l'économie donnent d'excellents résultats»

Il incombe à l'Office fédéral de l'énergie de mener des réflexions sur l'évolution de la production et de la consommation d'énergie à long terme, nous dit Walter Steinmann, directeur de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN), interviewé par *energeia*. M. Steinmann considère que le programme «Perspectives énergétiques 2035/2050» offre la possibilité de poser correctement les jalons de l'avenir énergétique de la Suisse, d'autant qu'il donne aussi la parole aux jeunes.

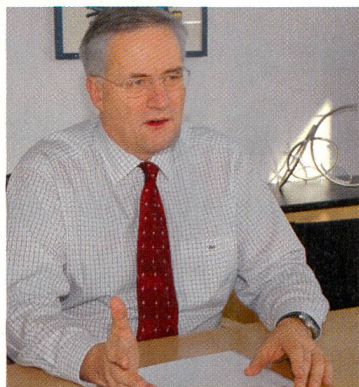
energeia: Monsieur Steinmann, l'OFEN devra une fois de plus en 2005 se prêter à l'exercice difficile qui consiste à être plus efficace avec moins de moyens. Où placez-vous les priorités?

Walter Steinmann: En décembre 2004, le Conseil fédéral a approuvé le message relatif à la loi sur l'approvisionnement en électricité, qui sera traitée durant l'année 2005 par le Parlement. Dans ce cadre, nous entendons favoriser l'adoption d'une solution qui permette une ouverture ordonnée du marché, qui garantisse aux petits consommateurs la sécurité de l'approvisionnement et qui facilite la promotion tout à fait crédible des énergies renouvelables.

Parmi les dossiers importants figure aussi la détermination de sites pour le stockage final des déchets hautement radioactifs. Le DETEC élabore actuellement les bases d'une nouvelle procédure de sélection des sites de dépôt géologique en profondeur, qui sera fixée dans un plan sectoriel. C'est en 2005 également que seront publiés les résultats du contrôle officiel de faisabilité d'un dépôt géologique en profondeur dans le Weinland zurichoïse.

energeia: Vous mentionnez la loi sur l'approvisionnement en électricité. Or, les représentants de l'industrie et des syndicats brandissent déjà la menace du référendum.

Walter Steinmann: A l'issue des débats parlementaires, nous disposerons d'un projet de loi satisfaisant, j'en suis convaincu. En outre, les syndicats entendent renoncer au référendum si le texte maintient l'option d'un référendum facultatif avant l'ouverture complète du marché en 2012. En ce



qui concerne les milieux économiques, ils auraient certainement les moyens de financer un référendum. Mais seraient-ils prêts pour autant à le mener?

energeia: SuisseEnergie est arrivé à mi-parcours. Quelle a été l'influence de ce programme jusqu'à présent?

Walter Steinmann: Le programme a des répercussions positives sur l'économie nationale: les chiffres récents indiquent qu'en 2003, les mesures prises dans le domaine des technologies à bon rendement énergétique et des sources d'énergie renouvelables avaient engendré un volume d'investissement d'environ 800 millions de francs.

SuisseEnergie se distingue aussi par les partenariats qu'il a contribué à établir. En effet, les conventions volontaires d'objectifs relatives au CO₂ passées par l'Agence de l'énergie pour l'économie donnent d'excellents résultats. A ce jour, l'Agence a déjà intégré dans des conventions quelque 600 exploitations, qui représentent environ 25 pour cent du CO₂ rejeté par l'économie suisse. Grâce à SuisseEnergie, les émissions de CO₂ en Suisse ont enfin pu être réduites.

energeia: Néanmoins, la Suisse ne pourra pas atteindre les objectifs de sa politique climatique sans mesures supplémentaires.

Walter Steinmann: C'est exact. C'est pourquoi il est important pour nous de continuer à promouvoir au cours des cinq années à venir les meilleurs projets de SuisseEnergie, tout en réfléchissant aux conditions-cadres nécessaires pour que l'industrie contribue davantage, par ses propres moyens, à la réduction des émissions de CO₂.

energeia: Ces conditions-cadres passeraient-elles par une taxe sur le CO₂ ou un centime climatique facultatif sur les carburants?

Walter Steinmann: Une taxe sur le CO₂ serait un premier pas important vers une approche durable de l'énergie. Reste à voir si la taxe sur le CO₂ est déjà possible aujourd'hui du point de vue politique. Le fait est que les pays qui ont posé assez tôt les jalons d'une orientation vers des choix durables en tirent un bénéfice pour

«LES PAYS QUI ONT POSÉ ASSEZ TÔT LES JALONS D'UNE ORIENTATION VERS DES CHOIX DURABLES EN TIRENT UN BÉNÉFICE POUR LEUR ÉCONOMIE NATIONALE À MOYEN OU À LONG TERME.»

leur économie nationale à moyen ou à long terme. L'Allemagne, notamment, est déjà très avancée dans le domaine de la promotion des sources d'énergies renouvelables.

energeia: L'OFEN doit renoncer à l'avenir au financement de projets pilotes et de projets de démonstration. L'industrie pourra-t-elle alors combler elle-même le vide laissé dans le domaine délicat du transfert technologique?

Walter Steinmann: Naturellement, nous regrettons cette évolution. Nous espérons toutefois que des partenaires appartenant à l'industrie, ainsi que d'autres institutions publiques – comme l'Agence pour la promotion de l'innovation (CTI), pourront prendre la relève. Les entreprises du secteur de l'électricité ont déjà promis qu'elles s'engageraient davantage dans ce domaine: elles ont l'intention de créer un fonds pour soutenir les projets pilotes et les projets de démonstration les plus prometteurs. Cette année, l'OFEN mènera des concertations avec le secteur de l'électricité en vue de coordonner les activités de ce fonds avec celles de la politique de recherche de l'OFEN.

energeia: Dans ses Perspectives énergétiques 2035/2050, l'OFEN expose des scénarios à long terme sur l'évolution de l'approvisionnement en énergie et du rendement énergétique durables. Quels sont les thèmes principaux?

Walter Steinmann: Il nous incombe de réfléchir à l'évolution que connaîtront à long terme la consommation et la production d'énergie. Notre horizon actuel se situe autour de 2035 et se prolonge dans la perspective d'une «société à 2000 watts» jusqu'en 2050. Une telle vision de la société signifie que nous devons réduire de deux tiers les émissions de CO₂ tout en tirant le plus possible d'énergie des sources renouvelables.

Le projet Perspectives énergétiques doit nous aider à répondre aux questions urgentes, qui sont: à quels agents énergétiques voulons-nous recourir à l'avenir pour la production d'électricité dans notre pays? Voulons-nous accroître les investissements dans le rendement énergétique? Dans quelle proportion notre approvisionnement en électricité doit-il dépendre de l'étranger?

energeia: Quel rôle joue le forum Perspectives énergétiques au sein du projet?

Walter Steinmann: Les Perspectives énergétiques offrent une occasion de débattre du thème de l'énergie avec l'économie, les associations environ-

nementales et les milieux politiques et d'aborder les résultats scientifiques sous un angle critique. Cet échange a lieu dans le cadre du forum Perspectives énergétiques. Nous distinguons ainsi, parmi les voies pouvant être empruntées d'ici à 2035; quelles sont celles qui pourraient réunir une majorité politique.

Parallèlement, nous avons aussi mis sur pied un forum destiné aux jeunes. Cet espace permet à la nouvelle génération, celle qui sera aux commandes de l'économie et de la politique en 2035, de s'exprimer sur l'avenir énergétique de la Suisse.

energeia: Les experts évoquent un risque de pénurie qui toucherait la Suisse à partir de 2020 en raison de la désaffectation des centrales nucléaires. Quelles options s'offrent à nous pour empêcher la réalisation d'un tel scénario?

Walter Steinmann: Le débat sur la sécurité de l'approvisionnement doit maintenant avoir lieu sans délai au niveau politique comme dans la société. A ce sujet, le rôle qui incombe à l'OFEN est de montrer quelles sont les conséquences des décisions fondamentales.

Plus précisément, les possibilités sont les suivantes: l'option nucléaire est toujours en discussion, comme le passage aux centrales électriques à gaz. A Chavalon, dans le Bas-Valais, un projet de centrale électrique combinée au gaz est susceptible de rencontrer l'adhésion de la majorité, y compris dans la région concernée. L'extension de l'énergie hydraulique et l'exploitation des énergies renouvelables représentent aussi des options envisageables.

En outre, nous devons redéfinir le rôle de la Suisse sur le futur marché européen de l'électricité et déterminer si nous voulons alors limiter notre production à notre seule consommation. Enfin, nous devons accroître et renforcer nos efforts dans le domaine du rendement énergétique et dans une utilisation rationnelle de l'énergie.

energeia



Walter Steinmann,
directeur de l'OFEN

75^e anniversaire de l'Office fédéral de l'énergie

L'Office fédéral de l'énergie fêtera ses 75 ans le 1^{er} octobre 2005. Voici un bref aperçu chronologique de son histoire:

1921: Dans un postulat, le Conseiller national Gottfried Gnägi (PAB) demande au Conseil fédéral de prendre des mesures pour garantir un développement rationnel et planifié de l'approvisionnement en électricité.

JANVIER 1930: Le Conseil fédéral décide de créer, à titre provisoire, l'Office de l'économie électrique, qu'il place sous la responsabilité du Département fédéral des postes et des chemins de fer.

1^{ER} OCTOBRE 1930: L'Office entre en activité. Florian Lusser, ingénieur électricien, en est le premier directeur.

1^{ER} JANVIER 1961: Le Conseil fédéral confie la direction de l'office à l'avocat Hans Rudolf Siegrist.

6 MARS 1961: L'Office de l'économie électrique devient l'Office de l'économie énergétique.

14 DÉCEMBRE 1962: Le Département fédéral des postes et des chemins de fer est rebaptisé Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie (DFTCE). Parallèlement, une base légale est donnée à l'Office de l'économie énergétique.

1^{ER} NOVEMBRE 1977: La direction de l'Office est confiée à Eduard Kiener, spécialiste en économie nationale et ingénieur de son état.

23 SEPTEMBRE 1990: L'article sur l'énergie est ancré dans la Constitution fédérale.

1990: Le Conseiller fédéral Adolf Ogi lance le programme national Energie 2000, afin d'encourager une utilisation rationnelle de l'énergie et le développement des énergies renouvelables.

JANVIER 1998: Le DFTCE devient le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC). L'Office de l'économie énergétique est rebaptisé Office fédéral de l'énergie (OFEN).

1^{ER} JANVIER 1999: Le Conseil fédéral met en vigueur la loi et l'ordonnance sur l'énergie.

JANVIER 2001: SuisseEnergie, le programme de partenariat en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables succède à Energie 2000.

1^{ER} JUILLET 2001: Eduard Kiener prend sa retraite. Walter Steinmann, spécialiste en économie nationale, le remplace à la tête de l'Office fédéral de l'énergie.